

10.01.2012 - 09:15 Uhr

Ernst & Young Baromètre des banques 2012: Optimisme en baisse pour les banques suisses

Zürich (ots) -

Les banques suisses envisagent l'avenir avec moins d'optimisme qu'il y a un an. Mais malgré les turbulences sur les marchés financiers, la majorité des établissements estime que les perspectives d'avenir restent bonnes, ainsi que le montre le Baromètre des banques 2012 d'Ernst & Young. Par rapport à l'année précédente, les banques entrevoient avec moins d'euphorie les évolutions concernant le secret bancaire, l'impôt compensatoire et la transparence fiscale. Pourtant, rares sont celles qui prévoient, pour les valeurs patrimoniales gérées, des sorties nettes susceptibles de constituer une menace. Outre le renforcement de la réglementation, les banques estiment que pour le nouvel exercice, elles devront relever des défis plus importants dans le domaine de la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit.

ZÜRICH, 10 JANVIER 2012 - Parmi les 120 banques suisses interrogées en décembre 2011 dans le cadre du sondage « Baromètre des banques » 2012 d'Ernst & Young (sans les deux grandes banques), 15 % (contre 52 l'année précédente) qualifient l'évolution actuelle de la marche des affaires comme positive, 62 (40) % estiment que la marche des affaires est plutôt positive, tandis que près d'un tiers la jugent négative. Les banques privées et les banques étrangères se montrent moins confiantes, et près de 40 % déplorent une évolution défavorable. Même si l'optimisme est en baisse, les perspectives d'avenir restent bonnes : 71 (92) % prévoient une évolution positive ou plutôt positive pour 2012. « Les banques évaluent probablement les perspectives de manière un peu plus réaliste qu'il y a un an, lorsque les estimations étaient beaucoup plus optimistes. Même si les avis sont plus réservés, on retiendra néanmoins que les banques suisses ont relativement bien surmonté la crise financière mondiale et la crise de la dette européenne », déclare Iqbal Khan, responsable Banking & Capital Markets chez Ernst & Young, à propos des résultats du sondage.

En raison du bas niveau des intérêts, le Retail Banking est soumis à une pression de plus en plus forte. Le Retail Banking est en proie à une vive concurrence. En effet, 40 (22) % des banques interrogées estiment que c'est dans ce secteur que la concurrence est la plus forte. Cette estimation concernant les opérations au bilan classiques est partagée non seulement par les banques régionales et cantonales, mais aussi de plus en plus par les banques privées et étrangères. « Le niveau durablement bas des intérêts et la baisse des marges d'intérêts qui en découle confrontent de plus en plus souvent les banques à de grands défis dans leur métier de base. Par ailleurs, le renforcement des dispositions sur les fonds propres et les liquidités va intensifier la concurrence non seulement dans le cadre des opérations actives, mais aussi dans les opérations passives, c'est-à-dire celles avec les fonds de clients et les fonds d'épargne. En particulier dans le cas d'une hausse des taux, la lutte pour des fonds passifs va sensiblement s'intensifier », déclare Patrick Schwaller, responsable Baromètre des banques chez Ernst & Young.

Pour les 6 à 12 prochains mois, près de 60 (29) % des banques interrogées considèrent que le besoin de corrections de valeur et de provisions pour risques de défaillance résultant des opérations de crédit devrait plutôt augmenter. C'est vraisemblablement l'une des raisons pour lesquelles une majorité de 59 (28) % des établissements prévoit une politique d'octroi de crédit plus restrictive pour 2012.

Baisse des marges dans le Private Banking - désillusion autour du pacte fiscal Dans le Private Banking, la pression de la concurrence reste forte. Les banques privées et les banques étrangères constatent que la concurrence est toujours la plus vive dans leur métier de base. Ceci s'explique par les nouvelles règles du jeu ainsi que par la baisse des marges à laquelle la branche est confrontée. « L'adaptation des modèles commerciaux et la mise en oeuvre des nouveautés réglementaires entraînent des coûts supplémentaires que les banques peuvent difficilement répercuter. De plus, la branche doit faire face à une baisse croissante des revenus », affirme Patrick Schwaller.

Les évolutions actuelles concernant le secret bancaire et l'impôt compensatoire sont perçues de façon moins positive. Encore 46 (73) % des banques attendent des répercussions positives ou plutôt positives sur la place bancaire suisse. Selon Iqbal Khan, « l'appréciation plus défensive des répercussions du pacte fiscal s'explique, d'une part, par les incertitudes qui persistent en matière de contrats et, d'autre part, par les frais externes et internes supplémentaires engendrés pour la mise en oeuvre concrète des différents pactes. Malgré une euphorie en baisse, la majorité des établissements interrogés (89 %) estime que les nouveaux pactes fiscaux n'entraîneront finalement pas de sorties inquiétantes de fonds de la clientèle.

Règles de bonne conduite, gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit en point de mire Les banques interrogées considèrent que la Compliance, en particulier dans le domaine de la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit, seront les thèmes clés des prochains mois. Ces thèmes ont supplanté les thèmes les plus cités lors du sondage de l'année précédente concernant la « réglementation des activités transfrontalières (Cross Border) » ainsi que le « pacte fiscal et la transparence fiscale ». « L'importance des règles de bonne conduite doit être considérée en relation avec le rapport 2010 de la FINMA sur la distribution et avec les lacunes mises en évidence dans le domaine de la protection de la clientèle. Au vu de la future réglementation décrite, il faut s'attendre à une plus grande formalisation pour la vérification du caractère approprié et adéquat lors du conseil en matière de placement. L'importance de la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit s'explique par une

croissance supérieure à la moyenne des crédits ces dernières années et par le niveau toujours bas des taux d'intérêt », selon Iqbal Khan.

Pas de reprise attendue sur les marchés financiers La crise financière continue de préoccuper les banques. Parmi les conséquences négatives les plus importantes, les banques citent avant tout les taux d'intérêt bas, la pression politique et réglementaire ainsi que la méfiance des investisseurs et la passivité accrue qui en découle. Mais seulement 20 (8) % des banques interrogées constatent un affaiblissement de leur position suite à la crise financière. Au contraire, 44 (55) % estiment que leur position s'est relativement améliorée ; cet avis est partagé avant tout par les banques cantonales.

Pour atténuer la problématique « too big to fail », 33 % des banques interrogées préconisent des dispositions plus strictes sur les fonds propres et 27 % la séparation des banques d'investissement et des banques privées ; l'interdiction de l'Investment Banking ou l'introduction de taxes sur les transactions financières sont toutefois jugées inadéquates.

La majorité des banques interrogées (89 %) estime que la politique de la Banque nationale suisse en liaison avec l'introduction d'un cours plancher pour l'euro est positive ou plutôt positive. Parmi les banques interrogées, 58 (13) % tablent sur une évolution négative ou plutôt négative sur les marchés financiers mondiaux pour l'année en cours, et seulement 18 (63) % prévoient une évolution plutôt positive.

A propos de l'étude Le Baromètre des banques d'Ernst & Young repose sur un sondage réalisé pour la deuxième fois auprès de 120 dirigeants (membres de la direction générale) de différentes banques dans toute la Suisse, sans les grandes banques. Parmi les établissements interrogés, 35 % sont des banques privées, 15 % des banques étrangères, 35 % des banques régionales et 15 % des banques cantonales. 85 % des établissements proviennent de Suisse alémanique, 12 % de Suisse romande et 3 % du Tessin. L'enquête téléphonique a été réalisée en décembre 2011 par un institut de sondage indépendant (Valid Research, Bielefeld) pour le compte d'Ernst & Young. L'étude peut être téléchargée à l'adresse www.ey.com/ch.

Contact:

Simone Isermann
Ernst & Young
Media Relations
Tél. : +41 (0) 58 286 35 97
simone.isermann@ch.ey.com

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100016476/100710982> abgerufen werden.